



CSE-Central GRDF du 21 avril 2022

Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance

Pas une voix du monde du travail pour l'extrême droite ! Le progrès social doit être le seul objectif !

Les réalités de la vie des travailleurs de ce pays, des jeunes, des privés d'emploi, des retraités, ont émergé difficilement dans un débat politique qui a tourné en boucle autour des thèmes imposés par l'extrême droite.

La vie chère, les luttes et les mobilisations ont permis de parler salaires, pensions, emplois, conditions de travail. La première préoccupation de la population est de savoir comment remplir le frigo, faire le plein de la voiture, trouver ou garder un emploi, se projeter vers l'avenir malgré la précarité et les conditions de travail difficiles.

Le taux d'abstention de 26% du 1^{er} tour des élections présidentielles est inquiétant et révélateur de la difficulté pour une part importante de la population de penser que la vie quotidienne pourrait s'améliorer grâce à cette élection.

La situation est grave en France et l'extrême droite est aux portes de l'Elysée !

Le gouvernement et le président sortant portent une lourde responsabilité sur la perte de sens du débat politique et la banalisation des idées d'extrême droite. Le mépris du président, des ministres et des élus de l'actuelle majorité, pour la population de ce pays, s'est manifesté à maintes reprises tout au long du quinquennat, dans les paroles comme dans les actes.

Il est de notre responsabilité de dire que la politique de régression sociale, en soutien permanent du patronat, menée durant ce quinquennat comme ceux qui l'ont précédé, a porté l'extrême droite.

Malgré les applaudissements et les discours pompeux, le gouvernement a poursuivi la destruction des services publics alors que ceux-ci sont indispensables pour assurer l'égalité d'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation, à la culture, à l'énergie, ... Ils ont systématiquement défendu les intérêts des plus riches plutôt que le bien commun et la lutte contre le réchauffement climatique.

Ne pas répondre aux légitimes exigences sociales des salariés d'augmenter les salaires comme les pensions, ou encore s'entêter à maintenir le projet de retraite à 65 ans, serait lourd de conséquence.

Surfant sur les divisions et la désespérance sociale, l'extrême droite, à travers le score de la candidate Le Pen, mais aussi de Zemmour et de Dupont-Aignan, a cumulé au 1^{er} tour plus de 32% des suffrages exprimés.

La CGT réaffirme que ces partis et leurs programmes vont à l'encontre de l'intérêt du monde du travail. Au cours de l'histoire comme aujourd'hui dans de nombreux pays, les dirigeants se réclamant de cette idéologie, à l'image de Poutine, Bolsonaro, Orbàn, suppriment les libertés syndicales et démocratiques, cassent les garanties sociales, divisent les travailleuses et les travailleurs, brisent les solidarités. Partout dans le monde, l'extrême droite, en focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, exonère le patronat et les vrais responsables en trompant la légitime colère sociale de la population. L'extrême droite raciste, antisémite et xénophobe est, et sera toujours la pire ennemie des travailleurs, des grèves et des syndicats. Toujours discriminante, c'est aussi l'ennemie des droits des femmes, des droits LGBTIQ+, de toutes les libertés démocratiques et de la paix. Leur proposition de mise en place de la préférence nationale, renommée priorité nationale, instaurerait un régime de discrimination systématique dans le pays.

L'histoire le montre, il y a une différence de nature entre les partis républicains qui accèdent au pouvoir et le cèdent, et l'extrême droite, qui une fois arrivée au pouvoir, le confisque.

A l'opposé, la CGT porte une histoire de luttes contre l'extrême droite et des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salariés, par-delà leur statut, leur origine, leur nationalité, leur opinions philosophiques ou religieuses, etc...

La CGT n'est pas propriétaire des voix de ses syndiqués. Notre organisation syndicale est indépendante mais elle n'est pas neutre, elle porte une histoire et des valeurs collectives opposées de celles de l'extrême droite. C'est ainsi que nous réaffirmons : pas une voix pour l'extrême droite, elle doit être combattue partout !

Avant comme après les élections, la CGT s'opposera aux reculs sociaux et construira, avec les travailleuses et les travailleurs, les luttes nécessaires à la défense de leurs intérêts.

D'ores et déjà, pour nos salaires, nos retraites et nos emplois, la CGT appelle l'ensemble des salariés et des organisations syndicales à faire du 1^{er} mai 2022 :

- **Une journée de mobilisation unitaire exceptionnelle pour porter ces revendications,**
- **Une journée de rassemblement pour les droits des travailleuses et des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.**

Pour rester sur le calendrier et les dates importantes.

Comme chaque année, la date du 08 avril résonne dans nos têtes.

76 ans que la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz a été votée et aujourd'hui, où en est-on?

En tout cas, bien loin de la belle idée de Marcel Paul et de ses camarades, après la 2nde Guerre Mondiale, d'avoir un Service Public de l'Energie aidant à relever le pays et assurant l'énergie à toutes et tous.

Malmené depuis des années, le secteur énergétique français est soumis clairement aux appétits des financiers les plus voraces.

La dernière flambée en date des factures des Usagers le prouve une nouvelle fois. Pendant que certains payent plein pot leurs besoins énergétiques, que d'autres s'esquintent à trimer pour fournir l'énergie et en parallèle, à se faire lessiver (salaire en berne, sous-effectifs, ...), les quelques derniers enfin s'enrichissent sur le dos du plus grand nombre et accentuent la misère !

Inadmissible!

Marcel Paul, alors ministre communiste de la Production industrielle est intervenu, lors du débat autour de cette loi, notamment par ces quelques lignes : « L'électricité, c'est l'armée de la reprise économique. Je n'ai pas, pour ma part, oublié ces délégations d'industriels et d'ouvriers qui voulaient produire. Il ne s'agit pas seulement, d'ailleurs, d'un problème économique, pourtant combien crucial, mais au fond, comme on l'a dit, de l'indépendance de la France. Équilibrer nos exportations et nos importations, c'est travailler à garantir la liberté de la France. »

Cela ne peut faire qu'écho à ce qui se passe actuellement.

L'indépendance énergétique de la France, l'équilibre du réseau, la reprise économique, etc... autant de sujets qui ont été évoqués ces derniers jours suite à la guerre en Ukraine ou encore lors de la campagne présidentielle.

Côté gaz, la guerre en Ukraine a exacerbé les problématiques d'approvisionnement en cas d'arrêt de la fourniture du gaz par la Russie pour la France comme pour l'Europe.

Bien avant cette guerre, la Chine avait déjà fortement perturbé le marché du gaz en faisant le choix de se désengager du charbon rapidement et en changeant les règles du jeu sur les marchés GNL. Là où on achetait à court terme en fonction des besoins sans contrats préétablis, la Chine a passé, moyennant finance, des contrats longue durée (certains sur plus de 20 ans).

Dans ce paysage, la guerre en Ukraine déclenchée par la Russie a fait monter d'un cran le stress. Si les importations par gazoducs en provenance de Norvège et de Russie sont toujours à des niveaux élevés, les rumeurs et discussions

sur un possible durcissement des sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie pouvant impacter les livraisons de gaz prennent de plus en plus de consistance.

En effet, le choix de l'affranchissement du gaz russe pour alimenter l'Europe induit une plus grande importation de GNL et pousse à l'hyper-volatilité du marché du gaz.

Les quantités de GNL disponibles à moyen terme ne seront pas suffisantes pour remplacer l'intégralité du gaz russe consommé par les Européens. La demande de GNL est extrêmement forte aussi en Asie, où des quantités toujours plus importantes de gaz sont nécessaires pour produire de l'électricité. La Chine, le Japon et la Corée sont les trois plus gros consommateurs de GNL au monde.

Pour obtenir le GNL dont elle a besoin, l'Europe devra payer plus cher que l'Asie. La concurrence s'intensifie. C'est ce qui explique que les cours européens du gaz sont extrêmement élevés actuellement, même pour des contrats d'approvisionnement en 2023 ou 2024. L'Europe, en annonçant vouloir se passer du gaz russe, s'est d'ores et déjà mise entre les mains du marché mondial du GNL et semble donc durablement prise au piège... Or ce marché GNL est nécessairement le plus cher, parce qu'il est calé sur celui de l'Asie qui n'a presque pas d'autre source d'approvisionnement en gaz et a déjà fixé par le haut les prix.

De plus, la gestion du stockage est également en question : au-delà de l'incitation à la réservation de capacités de stockage, la question est surtout de garantir leur remplissage... En effet, habituellement à la sortie de l'hiver, les capacités de stockage sont intégralement vendues. S'ensuit une période d'achat de gaz afin de remplir ces mêmes stockages en profitant de la baisse du cours du gaz du fait des températures plus clémentes qu'en hiver. Or, une nouvelle fois, le contexte hyper-volatile du marché du gaz ne facilite pas cette opération, et accentue la possible pénurie lors du prochain hiver si toutes nos capacités de stockage ne sont pas remplies à 100%. L'état se doit d'agir, et vite !

Alors oui, la CGT se questionne, car comme le dit Mme Poirier-Dietz dans un extrait de son interview aux Echos publié le 29 mars 2022 en réponse à la question de savoir si la crise actuelle allait accélérer le déclin du gaz en France et en Europe : « *La crise que nous traversons questionne évidemment la place du gaz dans notre mix énergétique, même si la contribution du gaz russe est moins importante que chez nos voisins. Le gaz, c'est 25 % de la consommation d'énergie en France, une part comparable à l'électricité. Un logement sur trois est chauffé au gaz, un bâtiment tertiaire sur deux, de nombreux industriels...*

Passer brutalement au tout électrique serait une fausse bonne idée, qui d'ailleurs n'est pas envisagée car elle serait impossible à mettre en œuvre. En passant au chauffage électrique, on augmenterait les besoins en électricité d'une façon telle que nous devrions produire plus de courant dans des centrales... à gaz.

Cette année, elles tournent à plein régime en raison de la faible disponibilité du parc nucléaire. Se passer du gaz n'est pas une option, ne serait-ce que pour faire face aux pointes de consommation en hiver. Ne condamnons pas une source d'énergie qui peut être, de plus, décarbonée et produite en France à 100 % d'ici à 2050. »

Mais pouvons-nous formellement croire que GRDF a un plan B ?

Pour répondre aux défis de la SNBC dans un contexte aujourd'hui très « borderline » au vu du peu d'investissement dans la Recherche et Développement ?

Tout comme le peu d'investissement de GRDF sur le développement :

- de la pac Hybride qui peine à prendre sa place à côté de la pac élec
- des gaz de synthèse qui doivent devenir une évidence dans l'avenir énergétique
- et bien d'autres solutions.

Enfin, le dernier choix de GRDF, lourd de conséquences, laisse perplexe. En effet, en actant la remontée de dividendes prévue pour 2022 sur le résultat net de 2021 (comptes sociaux), GRDF a validé le paiement de 518 millions d'euros au groupe soit 154% du résultat net ... Cette somme représente, à elle seule, 24% des remontées totales de dividendes faites au groupe alors que GRDF ne représente que 7,4% de l'effectif global d'Engie...

Alors on doit en penser quoi ?

Côté Elec, sans refaire toute l'histoire autour de l'actualité, de l'Arenh et consor, chacun des deux derniers prétendants au mandat présidentiel se tire la bourre à coup de grandes annonces dans le domaine de l'électricité : la construction de nouvelles centrales nucléaires de 6 minimum pour l'un à 20 pour l'autre, la multiplication pour l'un ou l'arrêt immédiat pour l'autre des projets éoliens, etc...

Pendant que l'un tente de se « greenwasher » en revirant quelque peu de cap, l'autre se pare ou se déguise de la cape du protectionnisme écologique.

Il n'en demeure pas moins qu'aucun fait le choix de replacer l'énergie sous le giron total de l'Etat.

Fiers de leur Histoire, les agents des IEG ont toujours montré leur attachement aux valeurs du Service Public dans l'intérêt général et ont toujours démontré leur capacité à se mobiliser pour le maintenir (comme lors des mouvements contre les projets Clamadiou et Hercule).

Le visage que nous donnerons à l'avenir de l'Energie est aussi celui de notre avenir. Face au constat d'échec du modèle néolibéral et à la menace qu'il fait peser sur cet avenir, la FNME-CGT, tout comme les agents des IEG, n'a jamais lâché l'affaire et propose de renationaliser le secteur énergétique en le sortant des logiques de marché financier au travers du Programme Progressiste de l'Energie.

En effet, l'énergie est un besoin de première nécessité qui est au cœur des enjeux de la transition énergétique. La sortie de crise doit donc avoir un double objectif : répondre aux besoins de la population et de la Nation, et lutter contre le réchauffement climatique.

Dans les secteurs du gaz et de l'électricité, la FNME-CGT propose entre autres :

- Que le service public de l'énergie soit organisé par filières industrielles et composé d'Entreprises Publiques à caractère Industriels et Commerciales (EPIC). La base pourrait être un EPIC Electricité, un EPIC Gaz et le Statut de l'énergéticien (incluant celui des IEG).
- Une gestion démocratique des EPIC de l'électricité et du gaz incluant les représentants des salariés et des citoyens, du local au national, afin de maîtriser les prises de décisions et ainsi inclure les préoccupations relevant de l'ensemble des territoires.
- La création d'un service commun aux EPIC de l'énergie pour mener les activités d'efficacité et de performance énergétique dans la lutte contre le réchauffement climatique.

En clair, depuis des années, le saccage d'EDF et de Gaz de France (Engie), a créé une concurrence artificielle. Au lieu de la baisse des prix promise, elle a fait exploser les factures. Aujourd'hui, plus de 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. Cela doit cesser, maintenant !

Entre le Service Public et les sévices du privé, il faut choisir.

Pour la FNME-CGT, c'est déjà fait : l'Electricité et le Gaz sont des biens vitaux de première nécessité, pas des marchandises. Et c'est en ce sens, que nous avons porté, que nous portons et que nous porterons toujours le Service Public de l'Energie !

Pour conclure, les représentants du personnel CGT du CSE C GRDF tiennent à apporter tout leur soutien à Malek Bouakkaz et Yoann Regis, élus CGT du CSE Enedis IDF Est, et tiennent à condamner l'acharnement du Directeur de l'unité contre nos camarades, devenus la nouvelle cible de la direction d'Enedis.

Lorsque l'on s'attaque à un militant de la CGT, c'est toute la CGT que l'on attaque !

Et gardez-le-vous pour dit : la répression n'entamera jamais la détermination de la CGT !

À Paris,

Le 21 avril 2022